

489L 12/7

M. Roger. Inspecteur Général Exploitation - Le Mans -
Poste 1154.

Comités sociaux

— . —

Arrondissement Exploitation du Mans - M. Richard
M. ~~Billy~~ M. Menard

- d° -

Noms : M. Artaud
M. Gondou

J.
REGION OUEST
Direction

MESURES SOCIALES et MEDICALES
en cas de BOMBARDEMENT

I - CENTRES SOCIAUX

Les Centres sociaux s'occupent des agents et de leurs familles en cas de bombardement.

Un CENTRE SOCIAL est créé dans chaque siège d'Arrondissement Exploitation.

Il est présidé par l'Adjoint d'Arrondissement (Solidarité) assisté de l'Inspecteur du Trafic, la 1^{ère} Assistante Sociale, les Chefs de bureaux de personnel des services (groupe administratif), un représentant de l'Economat et, éventuellement, un représentant du Service Médical.

Le Centre désigne un GROUPE ACTIF (Inspecteur Trafic, Assistante sociale et adjoints directs des Chefs de bureaux de personnel) dont l'action est définie ci-dessous :

II - TRAVAUX PREPARATOIRES des CENTRES SOCIAUX

- A - Préparation des consignes à soumettre aux Chefs d'Arrondissement.
- B - Création, dans certaines résidences, de "GROUPES SOCIAUX LOCAUX", ayant le même rôle que le groupe actif.
- C - Liaisons avec Préfecture, Mairie, etc... et Secours National (programmes d'évacuation, possibilités, ressources,...)
- D - Organisation médicale : s'assurer que les boîtes de secours prévues pour les abris sont en place.
- E - Se poser des problèmes a priori (locaux, nourriture, vêtements).

III - ACTION

- A - En cas de bombardement ayant entraîné d'importants sinistres, le Chef local (quel que soit son service) en avise le P.C. d'Arrondissement Exploitation, même si le chemin de fer n'a pas été touché. Le P.C. alerte le Centre social.
- B - Le groupe actif se rend sur les lieux du sinistre. Il prend en mains tout ce qui concerne la direction de la partie médicale et sociale, afin de dégager le Chef d'établissement.
 - 1^o) Il s'inquiète des conditions dans lesquelles sont soignés les blessés (médecins, hôpitaux);
 - 2^o) Il verse un secours de 1.000f. sur les crédits du Service aux agents sinistrés, ou à leur femme, sur présentation de la carte SNCF (1);

....

(1) Avant l'arrivée du groupe, cette somme est versée par l'Inspecteur (ou assimilé).

3°) Il organise des repas collectifs (cantines, buffet, restaurateurs). Question des tickets et bons d'approvisionnement à traiter avec la Mairie (ou Préfecture);

4°) Il organise des locaux de refuge pour les familles;

5°) Il s'inquiète auprès de la Mairie, du Secours National, du Service d'Assistance Sociale, de l'Econamat, de la distribution de chaussures, linge et vêtements. Question des bons d'achat à traiter avec la Mairie (ou Préfecture);

6°) Pour les familles :

a) Tenir compte des ordres de la Préfecture;

b) Les familles quittant la localité seront invitées à se présenter à la gare de leur lieu de refuge, dès leur arrivée; s'assurer qu'elles ont leur carte SNCF; à défaut, délivrer une attestation;

c) Le cas échéant, s'inquiéter dans la localité ou les environs d'habitations provisoires, de repas collectifs, de distribution de chaussures, de linge, de vêtements.

C - De son côté, le Centre (groupe administratif), en liaison avec le Groupe actif

1°) Alerte les médecins, le chirurgien du secteur et, si nécessaire, fait diriger sur la localité sinistrée une salle de grand secours (camion, machine H.L.P.);

2°) Avise les gares de l'Arrondissement susceptibles de recevoir des familles sinistrées.

Ces gares doivent se mettre à leur entière disposition. Pour chaque famille, une note est adressée au Centre Social d'Arrondissement mentionnant sa situation matérielle et morale, les renseignements qu'elle demande.

En cas d'urgence, une somme de 1.000f. est allouée par la gare sur autorisation téléphonique du Centre.

3°) ~~Attribue~~ ^{Exécute} le secours du Comité de Solidarité (actuellement 1.500f. + 750f. par enfant à charge pour sinistrés totaux, et proportionnel à ces sommes pour sinistrés partiels).

4°) Prend note de tous les secours accordés (y compris ceux des organismes étrangers à la SNCF) et fait des propositions utiles pour aboutir, autant que faire se peut, à une juste équité.

Si les besoins sont très importants, un secours peut être versé par l'Assistante Sociale sur les crédits du Service Social.

NOTA - Les questions comptables ne doivent pas retarder la distribution des secours; le groupe actif (ou l'Inspecteur) retire l'argent des gares importantes contre "reçu pour ordre". Il remet les secours aux sinistrés contre "reçu pour ordre".

Les gares établissent en double exemplaire et, si possible, par Service intéressé (E, M, T, V) un bordereau mod. 56 dont elles adressent un exemplaire à la Division du Service Général Exploitation à Paris, l'autre exemplaire au Centre Social d'Arrondissement.

IV- RECONSTRUCTION

Pour les immeubles détruits, le Service de la Reconstruction exige que le dossier soit présenté par un architecte. Le Centre doit s'efforcer d'obtenir de l'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées que les dossiers des sinistrés présentés par le Service V.B. (ou un agent désigné de ce Service) soient reconnus valables, afin d'éviter aux sinistrés des frais d'architecte.